

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 13 novembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

**Excusés :** DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

**Absent :** BOUSCHON Max, TEYSSIER Nicolas, KAPPEL Roger

**Secrétaire de séance :** Corentin MARRON

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2025-194**

**5 novembre 2025**

**OBJET :** Convention de gestion de « FRANCE SERVICES D'AUBENAS » entre la CCBA et la Commune d'Aubenas

Transmis au représentant de l'Etat le : 17 NOV. 2025  
Affiché le :  
Notifié le : 17 NOV. 2025

**Vu** les dispositions du CGCT, notamment ses article L.5214-16-1, autorisant les communautés de communes à confier par convention conclue avec d'autres collectivités la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions ; et L.2121-29 et suivants

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) en date du 11 juin 2024

**Vu** l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2024 arrêtant les statuts de la CCBA et plus particulièrement le point 2.6 ;

**Vu** le projet de convention joint en annexe ;

Considérant que, pour mémoire, la CCBA s'est vue transférer la compétence "création et gestion des maisons de services au public", incluant le dispositif France Services,

Considérant que la commune d'Aubenas, déjà labellisée "France Services" par l'État, assurait jusqu'à présent le fonctionnement et le financement du service sur son territoire, tout en accueillant des habitants des communes membres de la CCBA, et qu'une première convention de gestion avait été signée entre la CCBA et la commune afin d'encadrer ce fonctionnement, tout en laissant la charge financière du service à la commune ;

Considérant que la partie des locaux dédiée à France Services au sein Pôle de services situé 30 Avenue Zelzate à Aubenas (07200) a été labellisé « France Services » par l'Etat suite à un audit de la structure qui respecte l'ensemble des critères,

Considérant que le Pôle de services constitue un équipement mutualisé, regroupant plusieurs missions et entités destinées à accompagner la population, notamment les habitants du quartier prioritaire "Les Oliviers", et que la mutualisation des fonctions y favorise la complémentarité et la lisibilité du service public local ;

Considérant que le projet de convention n'entraîne pas un transfert de compétence, mais vise à confier à la commune d'Aubenas la gestion opérationnelle du France Services d'Aubenas, au nom et pour le compte de la CCBA ;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de gestion de « France Services » situé à Aubenas,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la présente convention.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes de la convention de gestion, jointe en annexe à la présente délibération, entre la Communauté de communes du Bassin d'Aubenas et la Commune d'Aubenas pour le fonctionnement de l'espace France Services d'Aubenas ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention, ainsi que tout document ou avenant y afférent, et à prendre toute mesure nécessaire à son exécution ;

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (<a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>)</p>
---	---